

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): A ma connaissance, nous n'avons pas reçu de protestations à ce sujet.

INTERPELLATION RELATIVE À LA PRODUCTION DU BOBCAT POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): J'aurais une question à poser au ministre de la Défense nationale. Je voudrais lui demander si on a discontinué la production de l'auto blindée Bobcat, pour le transport de personnel?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur. On poursuit toujours la production du prototype.

L'hon. M. Churchill: A-t-on l'intention d'en poursuivre la production ou le ministre en a-t-il demandé l'arrêt dès qu'on aura terminé la réalisation du programme actuel?

L'hon. M. Hellyer: Aucune directive n'a été donnée, monsieur l'Orateur. On produit 20 prototypes, à l'heure actuelle, et les Forces armées ne les ont pas encore acceptés du point de vue technique. On annoncera en temps et lieu toute nouvelle précision à ce sujet.

LA COLLINE DU PARLEMENT

PERCEPTION DE RECOUVREMENT DES PRÉPOSÉS À L'ENTRETIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd Francis (Carleton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au leader de la Chambre, en sa qualité de secrétaire d'État. Il s'agit d'un article paru dans les journaux de ce matin, selon lequel le personnel préposé à l'entretien des édifices parlementaires aurait fait l'objet d'une perception excessive de recouvrement à la suite d'un paiement indu qui se serait produit au cours de l'été, ce qui aurait eu pour résultat de diminuer considérablement les chèques de rémunération. Le ministre est-il au courant de la situation et songe-t-on à prendre des mesures à cet égard?

L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que la question relève de ma compétence, mais puisque Votre Honneur ne peut y répondre, je puis assurer à la Chambre que l'on étudiera la chose sans retard et que l'on fera aussitôt que possible toute rectification nécessaire.

AIR-CANADA

WINNIPEG—TRANSFERT DE LA BASE DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question au sujet de la base de réparation et d'entretien d'Air-Canada à Winnipeg. Ma question ne le prendra pas au dépourvu puisqu'il a reçu une dépêche de M. E. A. Smith, président du comité désigné spécialement à cette fin.

Le premier ministre nous dirait-il s'il est en mesure de faire part de sa décision au sujet de la base en question et de faire honneur à la promesse qu'il a formulée au cours de la campagne électorale ainsi que lorsqu'il a reçu la délégation du Manitoba le 18 juin?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je vais sûrement faire honneur aux promesses que j'ai formulées à ce sujet, promesses qui ont si souvent été mal interprétées. Le gouvernement annoncera sa décision à ce sujet dès qu'il aura pu étudier tous les éléments en cause, y compris le rapport en question qui ne représente qu'un aspect du problème.

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, puis-je poser au premier ministre une question supplémentaire. D'après la *Tribune* de Winnipeg, en date du jeudi 26 septembre, M. Molgat, chef provincial au Manitoba, aurait dit au sujet de cette base de remise en état et d'entretien...

Des voix: La question!

L'hon. M. Churchill: ... qu'il n'avait encore reçu aucune assurance que la base serait maintenue, si ce n'est les déclarations faites en décembre par M. Pearson. Devons-nous comprendre que le premier ministre a affirmé à M. Molgat en décembre que la base serait maintenue à Winnipeg?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je n'ai fait à M. Molgat aucune promesse que je n'ai déjà faite au public, et mon honorable ami le sait bien.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire au premier ministre. Etant donné que des projets sont en cours au Manitoba pour envoyer une autre délégation à Ottawa à ce sujet, le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement fera une déclaration prochainement, de sorte que la délégation puisse décider si elle doit ou non accomplir ce voyage?

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur; j'espère qu'il sera possible de faire une déclaration à cet égard incessamment.